A°. 1900.  N° 15.

PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT,

houdende afkondiging van de te Parijs tusschen Nederland, Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Denemarken, Spanje, Frankrijk, Groot-Brittannië en Ierland, Griekenland, Italië, Perzië, Portugal en Rusland gesloten internationale sanitaire conventie, alsmede bericht van de nederlegging der akten van bekrachtiging.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 23 Februari ll. L. A1 en B. No. 5/41, waaruit blijkt, dat de op den 3n. April 1894 te Parijs tusschen Nederland, Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Denemarken, Spanje, Frankrijk, Groot-Brittannië en Ierland, Griekenland, Italië, Perzië, Portugal en Rusland gesloten, en op den 30n. October 1897 terzelfder plaatse gewijzigde internationale sanitaire conventie, goedgekeurd bij de wet van 6 Juni 1898 (Staatsblad No. 122, Publicatie-blad 1898 No. 32), door de Koningin is bekrachtigd, en dat de nederlegging der akten van bekrachtiging den 20n. Juni 1898 te Parijs heeft plaats gehad.

BESLUIT:

Te bepalen, dat genoemde conventie zal worden afgekondigd door plaatsing van dit besluit met den daaraangehechten afdruk van de conventie met bijbehoorende verklaring en van de vertaling daarvan in het Publicatie-blad.

Gegeven te Willemstad, den 20n. Maart. 1900.

BARGE.

De Gouvernements-Secretaris,
C. C. J. VAN ROMONDT.

Uitgegeven den 3n. April 1900.
De Gouvernements-Secretaris,
C. C. J. VAN ROMONDT.

CONVENTION.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire d'Allemagne; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son nom Sa Majeste la Reine-Régente du Royaume; le Président de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté le Shah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

Ayant décidé de se concerter en vue de régler les mesures à prendre pour la prophylaxie du pèlerinage de la Mecque et la surveillance sanitaire à établir au golfe Persique, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son nom sa Majesté la Reine Régente du Royaume,

M. le Chevalier DE STUERS, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française, Commandeur de l'Ordre du Lion néerlandais;

M. le Docteur V. P. RUYSCH, Conseiller sanitaire au Ministère de l'Intérieur des Pays-Bas, Chevalier de l'Ordre du Lion néerlandais;

M. J.- A.- KRUYT, Consul général des Pays-Bas à Pénang, Chevalier de l'Ordre du Lion néerlandais;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse,

M. DE SCHOEN, Son Conseiller de Légation à l'Ambassade d'Allemagne à Paris;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc, etc., et Roi Apostolique de Hongrie,

M. le Comte CHARLES DE KUEFSTEIN, Son Chambellan et Conseiller intime, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Seigneurs d'Autriche, Chevalier de 2e. classe de l'Ordre de la Couronne de fer;

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. le Baron EUGENE BEYENS, Conseiller de la Légation de Belgique à Paris, Chevalier de l'Ordre de Léopold;

M. le Docteur ALFRED DEVAUX, Inspecteur général du

Service de santé civil et de l'hygiène au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, Officier de l'Ordre de Léopold;

M. le Docteur E. VAN ERMENGEM, Proteseur d'hygiène et de bactériologie à l'Université de Gand, Chevalier de l'Ordre de Léopold;

Sa Majesté le Roi de Danemark,

M. le Comte GEBHARD LEON DE MOLTKE-HVITFELDT, Son Chambellan et Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'Honneur du même Ordre;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume,

M. FERNAND JORDAN DE URRIES, Marquis DE NOVALLAS, Son Chambellan, premier secrétaire de l'Ambassade d'Espagne à Paris, commandeur de l'ordre de Charles III;

M. AMALIO JIMENO Y CABANAS, Sénateur du Royaume, Professeur à la Faculté de Médecine de Madrid, Commandeur avec plaque de l'ordre d'Isabelle la Catholique;

Le Président de la République française,

M. CAMILLE BARRÈRE, Ministre Plénipotentiaire de 1re classe, Chargé d'affaires de la République française à Munich, Officier de l'ordre national de la Légion d'honneur;

M. GABRIEL HANOTAUX, Ministre Plénipotentiaire de 1re classe directeur des consulats et des affaires commerciales, Officier de l'ordre national de la Légion d'honneur;

M. le professeur BROUARDEL, Président du comité consultatif d'hygiène publique de France, doyen de la Faculté de Médecine de Paris, Membre de l'Académie des Sciences, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'honneur;

M. HENRI MONOD, Conseiller d'Etat, directeur de l'assistance et de hygiène publiques au Ministère de l'Intérieur, Membre de l'Académie de médecine, Officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur;

M. le Professeur PROUST, Inspecteur général des services sanitaires, Professeur à la Faculté de Médecine de Paris, Membre de l'Académie de Médecine, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'honneur;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes,

M. PHIPPS, Ministre Plénipotentiaire;

M. le Docteur THORNE THORNE, Chef du Département sanitaire au "Local Government Board", Compagnon de l'Ordre du Bain;

M. le Chirurgien général J. M. CUNINGHAM, ancien chef

du Département Médical au Gouvernement de l'Inde, Compagnon de l'ordre de l'Etoile des Indes ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes,

M. Criésis, Chargé d'affaires de Grèce à Paris ;

M. le Docteur Vafiadès, Délégué grec au conseil sanitaire de Constantinople :

Sa Majesté le Roi d'Italie,

M. le Marquis Malaspina di Carbonara, Premier secrétaire de l'ambassade d'Italie à Paris, Officier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare ;

Sa Majesté le Shah de Perse,

M. le Docteur Mirza Zeynel Abidine-Khan Moïn-ol Atebba, Médecin spécial de S. A. I. le Prince héritier ;

M. le Docteur Mirza Khalil-Khan, Médecin du Ministère des Affaires Etrangères de Perse ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

M. Gabriel José de Zogheb, Consul général, agent diplomatique du Portugal en Egypte,

et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

M. Michel de Giers, Conseiller d'état, Chambellan de sa Cour, conseiller du Ministère des Affaires étrangères de Russie ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. *En ce qui concerne la police sanitaire dans les ports de départ de l'Extrême-Orient (Indes britanniques, Possessions néerlandaises , etc , etc.) :*

Sont adoptées les mesures indiquées et précisées dans l'Annexe I de la présente Convention.

II. *En ce qui touche la surveillance sanitaire des pèlerins dans la mer Rouge :*

Sont adoptées les dispositions consignées dans l'Annexe II.

III. *En ce qui concerne la protection du golfe Persique :*

Sont adoptées les dispositions consignées dans l'Annexe III.

IV. *En ce qui touche l'application des mesures contenues dans les précédentes annexes.*

Sont adoptées les mesures prescrites dans l'Annexe IV.

V. Les Annexes ci-dessus indiquées ont la même valeur que ci elles étaient incorporées dans la présente Convention.

VI. Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

VII. La présente Convention aura une durée de cinq ans, à compter de l'échange des ratifications. Elle sera renouvelée de cinq en cinq années par tacite reconduction, à moins que l'une des Hautes Parties contractantes n'ait notifié six mois avant l'expiration de ladite période de cinq années son intention d'en faire cesser les effets.

Dans le cas où l'une des Puissances dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard.

La présente Convention sera ratifiée; les ratifications en seront déposées à Paris le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à dater du jour de la signature.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en treize exemplaires, le troi avril mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

(*L. S.*) A. DE STUERS.	(*L. S.*) Dr. RUYSCH.
	(*L. S.*) J. A. KRUIJT.
(*L. S.*) SCHOEN.	
(*L. S.*) KUEFSTEIN.	
(*L. S.*) Bon. EUG. BEYENS.	(*L. S.*) LAF. DEVAUX.
	(*L. S.*) Dr. VAN ERMENGEM.
(*L. S.*) MOLTKE-HVITFELDT.	
(*L. S.*) MARQUIS DE NOVALLAS.	(*L. S.*) Dr. AMALIO JIMENO.
(*L. S.*) CAMILLE BARRÈRE.	(*L. S.*) GABRIEL HANOTAUX.
	(*L. S.*) A. BROUARDEL.
	(*L. S.*) H. MONOD.
	(*L. S.*) A. PROUST.
(*L. S.*) CONSTANTINE PHIPPS.	(*L. S.*) R. THORNE THORNE.
	(*L.* S.) J. M. CUNINGHAM.
(*L. S.*) CRIÉSIS.	(*L. S.*) Dr. VAFIADÈS.
(*L. S.*) MALASPINA.	
(*L. S.*) MOÏN-OL ATEBBA.	(*L. S.*) KHALIL KHAN.
(*L. S.*) Cte GABRIEL DE ZOGHEB.	
(*L. S.*) MICHEL DE GIERS.	

ANNEXE I.

A. *Police sanitaire dans les ports de départ des navires à pèlerins venant de l'océan Indien et de l'Océanie.*

1. Visite médicale obligatoire, individuelle, faite de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par un médecin, délégué de l'autorité publique, de toutes personnes prenant passage à bord d'un navire à pèlerins.

2. Désinfection obligatoire et rigoureuse, faite à terre sous la surveillance du médecine délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'article 5 du premier règlement inséré dans l'Annexe IV de la Convention sanitaire de Venise.

3. Interdiction d'embarquement de toute personne atteinte de choléra, d' affection cholériforme et de toute diarrhée suspecte.

4. Lorsqu'il existe des cas de choléra dans le port, l'embarquement ne se fera à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes auront été soumises pendant cinq jours à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte du choléra.

Il est entendu que, pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement pourra tenir compte des circonstances et possibilités locales (1)·

5. Les pèlerins seront tenus de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage à l'aller et au retour et pour le séjour dans les Lieux Saints.

B. *Mesures à prendre à bord des navires à pèlerins.*

RÈGLEMENT.

TITRE I. *Dispositions générales.*

Art. 1. Ce règlement est applicable aux navires à pèlerins

---

(1) La Conférence a décidé par voie d'interprétation, d'une part, que l'observation de cinq jours pourrait être pratiquée à bord des navires entre l'inspection médicale effectuée au départ des Indes britanniques et la seconde visite passée à Aden, et d'autre part, que dans les Indes néerlandaises cette observation pourrait avoir lieu à bord des navires en partance.

qui transportent au Hedjaz ou qui en ramènent des pèlerins musulmans.

Art. 2. N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge brute.

Art. 3. Tout navire à pèlerins, à l'entrée de la mer Rouge et à la sortie, doit se conformer aux prescriptions contenues dans le *Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz*, qui sera publié par le Conseil de Santé de Constantinople conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

Art. 4. Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le trasport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bâteaux.

Les navires à pèlerins faisant le cabotage, destinés aux transports de courte durée, dits "voyages au cabotage", sont soumis aux prescriptions contenues dans le Règlement spécial mentionné à l'article 3.

TITRE II. *Mesures à prendre avant le départ.*

Art. 5. Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer à l'autorité compétente (1) du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant le départ. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire,

Art. 6. A la suite de cette déclaration, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à *l'inspection* et au *mesurage* du navire. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette inspection.

Il est procédé seulement à l'inspection si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays, à moins qu'l n'y ait soupçon que le document ne répond plus à l'état actuel du navire.

---

(1) L'autorité compétente est actuellement, dans les Indes anglaises un *officer* désigné à cet effet par le gouvernement local (*Native passenger ships* Act: 1887, art. 7;) — dans les Indes néerlandaises, le maître du port; — en Turquie, l'autorité sanitaire; — en Autriche-Hongrie, l'autorité sanitaire; en Italie, le capitaine de port; — en France, en Tunisie et en Espagne (îles Philippines), l'autoritié sanitaire.

Art. 7. L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée :

a. Que le navire a été mise en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté ;

b. Que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers, que le pont et l'entrepont sont en bois et pas en fer ;

c. Qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage et convenablement arrimés, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée déclarée du voyage ;

d. Que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination ; qu'elle existe en quantité suffisante ; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes ;

e. Que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de cinq litres au moins, par tête et par jour, pour toute personne embarquée, y compris l'équipage ;

f. Que le navire possède une étuve à désinfection pour laquelle il aura été constaté qu'elle offre sécurité et efficacité ;

g. Que l'équipage comprend un médecin et que le navire possède des médicaments, conformément à ce qui sera dit aux articles 11 et 23 ;

h. Que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et objets encombrants ;

i. Que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par le titre III pourront être exécutées.

Art. 8. Le capitaine est tenu de faire afficher à bord, dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant :

1°. La destination du navire ;

2°. La ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin ;

3°. Le tarif des vivres non compris dans la distribution journalière et devant être payés à part.

Art. 9. Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en main :

1°. Une liste, visée par l'autorité compétente et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer;

2°. Une patente de santé constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées: équipages, pèlerins et autres passagers, la nature de la cargaison, le lieu du départ, celui de la destination, l'état de la santé publique dans le lieu du départ.

L'autorité compétente indiquera sur la patente si le chiffre réglementaire des pèlerins est atteint ou non, et dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

Art. 10. L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'embarquement de toute personne ou de tout objet suspect (1), suivant les prescriptions faites sur les précautions à prendre dans les ports.

TITRE III. *Précautions à prendre pendant la traversée.*

Art. 11. Chaque navire embarquant 100 pèlerins ou plus doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient. Un second médecin doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse 1000.

Art. 12. Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment:

1°. S'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés;

2°. S'assurer que les prescriptions de l'article relatives à la distribution de l'eau sont observées;

3°. S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rappeler par écrit au capitaine les prescriptions de l'article 21 ci-dessous;

4°. S'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'article 18 ci-dessous;

5°. S'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubres, et que, en cas de maladie transmissible, la dés-

---

(1) Daprès la définition de l'Annexe V, I, 1°, de la Convention de Venise.

infection est faite comme il sera dit à l'article 19 ci-dessous;

6°. Tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Art. 13. La navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface d'au moins deux mètres carrés, soit un mètre sur deux mètres, avec une hauter d'entrepont d'au moins un mètre quatre-vingts centimètres.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins deux mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire.

Art. 14. Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

Art. 15. Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement en détermineront la nature, la quantité et les dimensions.

Art. 16. Chaque jour, les entreponts doivont être nettoyés avec soin et frottés au sable sec avec lequel on mélangera des agents désinfectants convenables pendant que les pèlerins seront sur le pont.

Art. 17. De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

Art. 18. Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisances à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau, dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Aucuns lieux d'aisances ne doivent exister dans les entreponts ni dans la cale.

Les latrines destinées aux passagers aussi bien que celles affectées à l'équipage doivent être tenues proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour.

Art. 19. La désinfection du navire doit être faite conformément aux prescriptions des paragraphes 5 et 6 de

l'article 5 de l'annexe IV de la Convention de Venise (1).

Art. 20. La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins cinq litres.

Art. 21. S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie et stérilisée, et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de la meilleure.

Art. 22. Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

Art. 23. Chaque navire doit avoir à bord des médicaments et les objets nécessaires aux soins des malades. Les règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement détermineront la nature et les quantités des médicaments. Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

Art. 24. Une infirmerie régulièrement installée, et offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité, doit être réservée au logement des malades.

Elle doit pouvoir recevoir au moins 5 p. 100 des pèlerins embarqués, à raison de 3 mètres carrés par tête.

Art. 25. Le navire doit être pourvu des moyens d'ilesor les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes.

Les personnes chargées de soigner de tels malades peuvent seules pénétrer auprès d'elles et n'auront aucun contact avec les autres personnes embarquées.

---

(1) On videra les cabines et toutes les parties du bâtiment. On désinfectera le parois à l'aide de la solution de sublimé additionné de 10 p. 100 d'alcool. La pulvérisation se fera en commençant par la partie supérieure de la paroi suivant une ligne horizontale; on descendra successivement de telle sorte que toute la surface soit couverte d'une couche de liquide en fines gouttelettes.

Les planchers seront lavés avec la même solution.

Deux heures après, on frottera et on lavera les parois et le plancher à grande eau.

Pour désinfecter la cale d'un navire, on injectera d'abord, afin de neutraliser l'hydrogène sulfuré, une quantité suffisante de sulfate de fer, on videra l'eau de la cale, on la lavera à l'eau de mer; puis on injectera une certaine quantité de la solution de sublimé.

L'eau de cale ne sera pas déversée dans un port.

Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui auront été en contact avec les malades doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent des malades, et qui ont pu être souillés. Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être soit jetés à la mer si le navire n'est pas dans un port ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étuve dans des sacs imperméables imprégnés d'une solution de sublimé.

Les déjections des malades doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières

Les locaux occupés par les malades doivent être rigoureusement désinfectés.

Les opérations de désinfection doivent être faites conformément à l'article 5 de l'annexe IV de la Convention de Venise.

Art. 26. En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ, et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d'après le certificat du médecin et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution de sublimé, sera jeté à la mer (1).

Art. 27. La patente délivrée au port du départ ne doit pas être changée au cours du voyage.

Elle est visée par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit :

1°. Le nombre des passagers débarqués ou embarqués à nouveau ;

2°. Les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées ;

3°. L'état sanitaire du port de relâche.

Art. 28. Dans chaque port de relâche, le captitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste dressée en exécution de l'article 9.

Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage, le capitaine doit mentionner sur cette liste le débarquement en face du nom du pèlerin.

---

(1) Convention de Venise, annexe V, titre II, 6°.

En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste conformément à l'article 9 et préalablement au visa nouveau.

Art. 29. Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée (1).

Art. 30. Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires qui doivent être comprises dans le prix du billet.

TITRE IV. *Pénalités.*

Art. 31. Tout capitaine convaincu de ne s'être pas conformé, pour la distribution de l'eau, des vivres ou du combustible, aux engagements pris par lui, sera passible d'une amende de 2 livres turques. Cette amende est perçue au profit du pèlerin qui aura été victime du manquement et qui établira qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

Art. 32. Toute infraction à l'article 8 est punie d'une amende de 30 livres turques.

Art. 33. Tout capitaine qui aurait commis ou qui aurait sciemment laissé commettre une fraude quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire prévues à l'article 9 est passible d'une amende de 50 livres turques.

Art. 34. Tout capitaine de navire arrivant sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrement tenue suivant les articles 9, 27 et 28, est passible, dans chaque cas, d'une amende de 12 livres turques.

Art. 35. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de 100 pèlerins sans la présence d'un *médecin commissionné*, conformément aux prescriptions de l'article II, est passible d'une amende de 300 livres turques.

Art. 36. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer conformément aux prescriptions de l'article 9 est passible d'une amende de 5 livres turques par chaque pèlerin en surplus.

Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

---

(1) Convention de Venise, annexe V, titre II, 7°.

Art. 37. Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'une amende de 20 livres turques par chaque pèlerin débarqué à tort.

Art. 38. Toute infraction aux autres prescriptions du présent règlement est punie d'une amende de 10 à 100 livres turques.

Art. 39. Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé, ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour le remettre à qui de droit.

Art. 40. Dans les ports ottomans la contravention est établie et l'amende imposée par l'autorité compétente, conformément aux dispositions de l'Annexe IV de la Convention.

Art. 41. Tous les agents appelés à concourir à l'exécution de ce règlement sont passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs, en cas de fautes commises par eux dans son application.

Art. 42. Le présent règlement sera affiché dans la langue de la nationalité du navire et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit apparent et accessible, à bord de chaque navire transportant des pèlerins.

ANNEXE II.

SURVEILLANCE SANITAIRE DES PÈLERINAGES DANS LA MER ROUGE.

Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins dans la station sanitaire (réorganisée) de Camaran.

Les navires à pèlerins venant du Sud et se rendant au Hedjaz devront au préalable faire escale à la station sanitaire de Camaran et seront soumis au régime ci-après :

Les navires reconnus indemnes après visite médicale auront libre pratique, lorsque les opérations suivantes seront terminées :

Les pèlerins seront débarqués ; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer, leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés ; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures.

Si aucun cas de choléra, de diarrhée ou accident choléri-

forme n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz.

Les navires suspects, c'est-à-dire ceux à bord desquels il y a eu des cas de choléra au moment du départ, mais aucun cas nouveau depuis sept jours, seront traités de la façon suivante: les pèlerins seront débarqués; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effects à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures. Si aucun cas de choléra ou d'accident cholériforme n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement, et le navire sera dirigé sur Djeddah, où une seconde visite médicale aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, et sur le vu de la déclaration écrite des médecins du bord certifiant, sous serment, qu'il n'y a pas eu de cas pendant la traversée, les pèlerins seront immédiatement débarqués.

Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériformes avaient été constatés pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran, où il subira le régime des navires infectés.

Les navires infectés, c'est-à-dire ayant à bord des cas de choléra ou des accidents cholériformes, ou bien en ayant présenté depuis sept jours, subiront le régime suivant:
Les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes seront débarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes, aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés ainsi que le navire.

L'autorité sanitaire locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit être désinfecté ou si une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Les passagers resteront cinq jours à l'établissement de Camaran; lorsque les cas de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement pourra être diminuée. Cette durée pourra varier selon l'époque de l'apparition du dernier cas et d'après la décision de l'autorité sanitaire.

Le navire sera dirigé ensuite sur Djeddah, où une visite médicale rigoureuse aura lieu à bord. Si son résultat est

favorable, les pèlerins seront débarqués. Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériformes s'étaient montrés à bord pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran, où il subira de nouveau le régime des navires infectés.

Améliorations à apporter à la station sanitaire de Camaran.

A. — Évacuation complète de l'île de Camaran par ses habitants.

B. — Moyens d'assurer la sécurité et de faciliter le mouvement de la navigation dans la baie de l'île de Camaran :

1°. Installation de bouées et de balises en nombre suffisant;

2°. Construction d'un môle ou quai principal pour débarquer les passagers et les colis ;

3°. Un appontement différent pour embarquer séparément les pèlerins de chaque campement ;

4°. Des chalands en nombre suffisant avec un remorqueur à vapeur, pour assurer le service de débarquement et d'embarquement des pèlerins.

Le débarquement des pèlerins des navires infectés sera opéré par les moyens de bord.

C. — Installation de la station sanitaire qui comprendra :

1°. Un réseau de voies ferrées reliant les débarcadères aux locaux de l'administration et de désinfection ainsi qu'aux locaux des divers services et aux campements ;

2°. Des locaux pour l'administration et pour le personnel des services sanitaires et autre ;

3°. Des bâtiments pour la désinfection et le lavage des effets non portés et autres objets ;

4°. Des bâtiments où les pèlerins seront soumis à des bains-douches ou bains de mer pendant que l'on désinfectera les vêtements en usage ;

5°. Des hôpitaux séparés pour les deux sexes et complètement isolés ;

a) pour l'observation des suspects ; *b*) pour les cholériques; *c*) pour les malades atteints d'autres affections contagieuses ; *d*) pour les maladies ordinaires ;

6°. Les campements seront séparés les uns des autres d'une manière efficace et la distance entre eux devra être la plus grande possible; les logements destinés aux pèlerins seront construits dans les meilleures conditions hygiéniques et ne devront contenir que vingt-cinq personnes ;

7°. Un cimetière bien situé et éloigné de toute habitation

sans contact avec une nappe d'eau souterraine, et drainé à o m. 50 au-dessous du plan des fosses.

D. — Outillage sanitaire et accessoires :

1°. Étuves à vapeur en nombre suffisant et présentant toutes les conditions de sécurité, d'efficacité et de rapidité ;

2°. Pulvérisateurs, cuves à désinfection et moyens nécessaires pour la désinfection chimique, analogues à ceux qui ont été indiqués par la Convention sanitaire de Venise du 30 janvier 1892 ;

3°. Machines à distiller : appareils destinés à la stérilisation de l'eau par la chaleur ; machines à fabriquer la glace.

Pour la distribution de l'eau potable, canalisations et réservoirs fermés, étanches et ne pouvant se vider que par des robinets ou par des pompes ;

4°. Laboratoire bactériologique avec le personnel nécessaire ;

5°. Installation de tinettes mobiles pour recueillir les matières fécales préalablement désinfectées. Epandage de ces matières sur une des parties de l'île les plus éloignées des campements, en tenant compte des conditions nécessaires pour le bon fonctionnement de ces champs, au point de vue de l'hygiène ;

6°. Les eaux sales seront éloignées des campements sans pouvoir stagner ni servir à l'alimentation. Les eaux vannes qui sortent des hôpitaux seront désinfectées par le lait de chaux, suivant les indications contenues dans la Convention de Venise.

E. — L'autorité sanitaire assurera dans chaque campement l'établissement de magasins de comestibles et de combustible.

Le tarif des prix fixés par l'autorité compétente est affiché en plusieurs endroits du campement et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins.

Le contrôle de la qualité des vivres et d'un approvisionnement suffisant est fait chaque jour par le médecin du campement.

L'eau est fournie gratuitement.

En ce qui concerne les vivres et l'eau, les règles adoptées pour Camaran sous la lettre E sont applicables aux campements d'Abou Saad, de Vasta et d'Abou-Ali.

Améliorations à apporter aux stations sanitaires d'Abou-Saad, de Vasta et d'Abou-Ali, ainsi qu'à Djeddah et à Yambo.

1°. Création de deux hôpitaux pour cholériques, hommes et femmes, à Abou-Ali ;

2°. Création à Vasta d'un hôpital pour maladies ordinaires;
3°. Installation à Abou-Saad et à Vasta de logements en pierres capables de contenir 500 personnes, à raison de 25 personnes par logement;
4°. Trois étuves à désinfection placées à Abou-Saad, Vasta et Abou-Ali, avec buanderies et accessoires;
5°. Établissement de douches-lavages à Abou-Saad et Vasta;
6°. Dans chacune des îles d'Abou-Saad et Vasta des machines à distiller pouvant fournir ensemble quinze tonnes d'eau par jour;
7°. Pour les cimetières, les matières fécales et les eaux sales, le régime sera réglé suivant les principes admis pour Camaran. Un cimetière sera établi dans chacune des îles;
8°. Installation d'étuves et autres moyens de désinfection à Djeddah et à Yambo pour les pèlerins quittant le Hedjaz.

Réorganisation de la station sanitaire de Djebel-Tor.

En ce qui concerne la réorganisation de la station de Djebel-Tor, les Hautes Parties contractantes, confirmant les recommandations et vœux formulés par la Conférence de Venise relativement à cette station, laissent au Conseil maritime sanitaire d'Alexandrie le soin de réaliser ces améliorations et estiment en outre:
1°. Qu'il est nécessaire d'avoir également dans la station des machines à stériliser par la chaleur l'eau qu'on peut trouver sur place:
2°. Qu'il importe que tous les vivres qui sont emportés par les pèlerins de Djeddah et de Yambo, quand il y a du choléra au Hedjaz, soient désinfectés comme objets suspects ou complètement détruits, s'ils se trouvent dans des conditions d'altération dangereuses;
3°. Que des mesures doivent être prises pour empêcher les pèlerins d'emporter au départ du Djebel-Tor des outres qui seront remplacées par des vases en terre cuite ou des bidons métalliques;
4°. Que chaque section doit y être pourvue d'un médecin;
5°. Qu'un capitaine de port doit être nommé à El-Tor, pour y diriger les embarquements et les débarquements et pour faire observer les règlements par les capitaines des navires et les samboukdji.

Régime sanitaire à appliquer aux navires à pèlerins venant du Nord.

I. *Voyage d'aller.* — Si la présence du choléra n'est pas constatée dans le port de départ ni dans ses environs et au-

cun accident cholérique ne s'étant produit pendant la traversée, le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

Si la présence du choléra est constatée dans le port de départ ou dans ces environs ou si un accident cholérique s'est produit pendant la traversée, le navire sera soumis, à Djebel-Tor, aux règles instituées pour les navires qui viennent du Sud et qui s'arrêtent à Camaran.

II. *Voyage de retour.* — Si la présence du choléra n'est pas constatée au Hedjaz et ne l'a pas été au cours du pèlerinage, les navires sont soumis à Djebel-Tor aux règles instituées à Camaran pour les navires indemnes:

Les pèlerins seront débarqués; ils prendront une douche-avage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures.

Si la présence du choléra est constatée au Hedjaz ou l'a été au cours du pèlerinage, les navires sont soumis à Djebel-Tor aux règles instituées à Camaran pour les navires infectés:

Les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes seront débarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'un façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes, aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés ainsi que le navire.

L'autorité sanitaire locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit être désinfecté ou si une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Tous les pèlerins sont soumis à une observation de sept jours plains à partir de celui où ont été terminées les opérations de désinfection. Si un accident cholérique s'est produit dans une section, la période de sept jours ne commence pour cette section qu'à partir de celui où le dernier cas a été constaté.

Mesures sanitaires à appliquer aux départs des pèlerins des ports du Hedjaz.

Les mesures à adopter pour le départ de Djeddah et Yambo des pèlerins qui vont vers le Sud sont les mêmes que celles édictées pour le départ des ports situés au delà du détroit de

Bab-el-Mandeb, en ce qui concerne la visite médicale et la désinfection, soit :

1°. Visite médicale obligatoire individuelle, faite de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par des médecins délégués de l'autorité sanitaire, de toute personne prenant passage à bord d'un navire ;

2°. Désinfection obligatoire et rigoureuse faite à terre, sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'article 5 du premier règlement inséré dans l'annexe IV de la Convention sanitaire de Venise.

Pour les pèlerins qui s'embarquent sur des navires dirigés vers le Nord, la désinfection se fera à Djebel-Tor, sauf quand il y a du choléra au Hedjaz : en ce cas, les mesures ci-dessus sont appliqnées aussi à ces navires à Djeddah et Yambo.

ANNEXE III.

I. *Régime sanitaire applicable aux provenances maritimes dans la golfe Persique.*

Est considéré comme *infecté* le navire qui a du choléra à bord ou qui a présenté des cas nouveaux de choléra depuis sept jours.

Est considéré comme *suspect* le navire à bord duquel il y a eu des cas de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

Est considéré comme *indemne*, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès, ni cas de choléra à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

Les navires *infectés* sont soumis au régime suivant :

1°. Les malades sont immédiatement débarqués et isolés :

2°. Les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à une observation dont la durée variera selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours ;

3°. Le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'autorité sanitaire du port, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés, ainsi que le navire ou seulement la partie du navire qui a été contaminée.

Les navires *suspects* sont soumis aux mesures ci-après :

1°. Visite médicale ;

2°. Désinfection : le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'auto-

rité sanitaire locale, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés ;

3°. Evacuation de l'eau de la cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

Il est recommandé de soumettre l'équipage et les passagers à une observation de cinq jours à compter de la date à laquelle le navire a quitté le port de départ.

Il est également recommandé d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Les navires *indemnes* seront admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures applicables aux navires suspects (visite médicale, désinfection, évacuation de l'eau de cale et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord).

Il est recommandé de soumettre les passagers et l'équipage à une observation de cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé également d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Il est entendu que l'autorité compétente du port d'arrivée pourra toujours réclamer un certificat attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire au port de départ.

L'autorité compétente du port tiendra compte, pour l'application de ces mesures, de la présence d'un médecin et d'un appareil de désinfection (étuve) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires encombrés, notammant des navires à pèlerins ou de tout autre navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène.

Les marchandises arrivant par mer ne peuvent être traitées autrement que les marchandises transportées par terre, au point de vue de la désinfection et des défenses d'importation, de transit, et de quarantaine (voir *Annexe de la Convention sanitaire de Dresde*, titre IV).

Tout navire qui ne voudra pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port sera libre de reprendre la mer.

Il pourra être autorisé à débarquer ses marchandises, après que les précautions nécessaires auront été prises, savoir :

1°. Isolement du navire, de l'équipage et des passagers ;

2°. Evacuation de l'eau de la cale, après désinfection ;

3°. Substitution d'une bonne eau potable à celle qui était emmagasinée à bord.

Il pourra également être autorisé à débarquer les passagers qui en feraient la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

II. — *Postes sanitaires à établir.*

1. A Faô ou à proximité de ce point: grand lazaret sur terre ferme avec service sanitaire complet ayant sous sa direction les postes sanitaires du golfe Persique mentionnés ci-dessous;
2. Petit lazaret dans l'un des deux îlots ottomans Sélahiyé ou Yilaniyé, situés près de Bassorah, pour surveiller les individus qui auraient échappé à la visite de Faô;
3. Maintien du poste sanitaire existant actuellement à Bassorah;
4. Installation d'un poste sanitaire dans la baie de Koveit;
5. Poste sanitaire à Menama, chef-lieu des îles de Bahrein;
6. Poste sanitaire à Bender-Abbas;
7. Poste sanitaire à Bender-Bouchir;
8. Poste sanitaire à Mohammerah;
9. Poste sanitaire dans le port de Gwadar (Béloutchistan);
10. Poste sanitaire dans le port de Mascate (sur la côte d'Oman.

ANNEXE IV.

Surveillance et exécution.

1. La mise en pratique et la surveillance des mesures concernant les pèlerinages arrêtées par la présente Convention sont confiées, dans l'étendue de la compétence du Conseil supérieur de santé de Constantinople, à un Comité pris dans le sein de ce Conseil. Ce Comité est composé de trois des représentants de la Turquie dans ce Conseil, et de ceux des Puissances qui ont adhéré ou qui adhéreront aux Conventions sanitaires de Venise, de Dresde et de Paris. La présidence du Comité est déférée à l'un de ses membres ottomans. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

2. Afin d'assurer les garanties nécessaires au bon fonctionnement des divers établissements sanitaires énumérés dans la présente Convention, il sera créé un corps de médecins diplômés et compétents, de désinfecteurs et de mécaniciens bien excercés et de gardes sanitaires recrutés parmi les personnes ayant fait le service militaire comme officiers ou sous-officiers.

3. En ce qui concerne les frais résultant du régime établi par la présente Convention, il y a lieu de maintenir l'état

actuel au point de vue de la répartition des frais entre le Gouvernement ottoman et le Conseil supérieur de santé de Constantinople, répartition qui a été fixée à la suite d'une entente entre le Gouvernement ottoman et les Puissances représentées dans ce conseil.

4. L'autorité sanitaire du port ottoman de relâche ou d'arrivée qui constate une contravention en dresse un procès-verbal sur lequel le capitaine peut inscrire ses observations. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal est transmise, au port de relâche ou d'arrivée, à l'autorité consulaire du pays dont le navire porte le pavillon. Cette autorité assure le dépôt de l'amende entre ses mains. En l'absence d'un consul, l'autorité sanitaire reçoit cette amende en dépôt. L'amende n'est définitivement acquise au Conseil supérieur de santé de Constantinople que lorsque la Commission consulaire indiquée à l'article suivant aura prononcé sur la validité de l'amende.

Un deuxième exemplaire du procès-verbal certifié conforme devra être adressé par l'autorité sanitaire qui a constaté le délit, au Président du Conseil de santé de Constantinople, qui communiquera cette pièce à la Commission consulaire.

Une annotation sera inscrite sur la patente par l'autorité sanitaire ou consulaire indiquant la contravention relevée et le dépôt de l'amende.

5. Il est créé à Constantinople une Commission consulaire pour juger les déclarations contradictoires de l'agent sanitaire et du capitaine inculpé. Elle sera désignée chaque année par le corps consulaire. L'Administration sanitaire pourra être représentée par un agent remplissant les fonctions de ministère public.

Le Consul de la nation intéressée sera toujours convoqué. Il a droit de vote.

6. Le produit des taxes et des amendes sanitaires ne peut, en aucun cas, être employé à des objets autres que ceux relevant des Conseils sanitaires.

DECLARATION.

Les Gouvernements signataires de la Convention sanitaire internationale conclue à Paris, le 3 avril 1894, ayant jugé utile d'apporter certains amendements à l'instrument diplomatique de ladite Convention, avant l'échange des ratifications, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

I. L'alinéa 5 de la section A de l'annexe I de la Convention sera rédigé comme suit :

"5. Les pèlerins seront tenus, si les circonstances locales le permettent, de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage à l'aller et au retour et pour le séjour dans les Lieux Saints".

II. L'article 13 du Règlement inséré à la section B de la même annexe I sera remplacé par l'article suivant :

"Article 13. Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage le navire doit fournir à chaque individu quel que soit son âge, une surface d'au moins 150 décimètres carrés avec une hauteur d'entrepont d'au moins un mètre quatre-vingts centimètres.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins deux mètres de larguer dans le long des plats-bords du navire".

III. Les Gouvernements signataires consentent à ce que les ratifications du Gouvernement de Sa Majesté Brittannique ne contiennent pas l'annexe III de la Convention. Les dispositions de cette annexe ne seront pas appliquées, en conséquence, aux navires de guerre ou de commerce de la Grande Bretagne et de l'Irlande et de l'Inde Anglaise.

IV. La présente Déclaration, qui restera annexée à la Convention sanitaire internationale de Paris du 3 avril 1894, sera insérée dans les ratifications des Hautes Parties contractantes et est substituée aux réserves inscrites dans le procès-verbal de signature de la Convention en date du 3 avril 1894.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en treize exemplaires, à Paris, le 30 octobre 1897.

Pour les Pays-Bas,
(*L. S.*) A. DE STUERS.

Pour l'Allemagne,
(*L. S.*) MUNSTER.

Pour l'Autriche-Hongrie,
L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie,
(*L. S.*) A. WOLKENSTEIN.

Pour la Belgique,
(*L. S.*) Baron D'ANETHAN.

Pour le Danemark,
(*L. S.*) J. HEGERMANN-LINDENCRONE.

Pour l'Espagne,
(*L. S.*) Duc DE MANDAS.

Pour la République française.
(*L. S.*) HANOTAUX.

Pour la Grande Bretagne,
(*L. S.*) MARTIN GOSSELIN.

Pour la Grèce,
(*L. S.*) C. A. CRIÉSIS.

Pour l'Italie,
(*L. S.*) G. TORNIELLI.

Pour la Perse,
(*L. S.*) NAZARE AGA.

Pour le Portugal,
(*L. S.*) ANTONIO MARIA BARTTEOLOMEA FERREIRA.

Pour la Russie,
(*L. S.*) MOHRENHEIM.

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogst-Derzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk; Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen, in naam van het Duitsche Rijk; Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen enz. enz. en Apostolisch Koning van Hongarije; Zijne Majesteit de Koning der Belgen; Zijne Majesteit de Koning van Denemarken; Zijne Majesteit de Koning van Spanje en in Hoogst-Deszelfs naam Hare Majesteit de Koningin-Regentes van het Koninkrijk; de President der Fransche Republiek; Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland, Keizerin van Indië; Zijne Majesteit de Koning der Grieken; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Majesteit de Schah van Perzië; Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven en Zijne Majesteit de Keizer aller Russen;

Besloten hebbende zich met elkander te verstaan omtrent de vaststelling der maatregelen, te nemen voor het voorkomen van ziekten bij de bedevaarten naar Mekka en omtrent het gezondheidstoezicht in de Perzische golf, hebben tot Hun Gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogst-Derzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk,

den heer RIDDER DE STUERS, Hoogst-Derzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij de Regeering der Fransche Republiek, Commandeur der Orde van den Nederlandschen Leeuw;

den heer Dr. W. P RUYSCH, Geneeskundig Adviseur aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, Ridder der Orde van den Nederlandschen Leeuw;

den heer J. A. KRUYT, Consul-Generaal der Nederlanden te Penang, Ridder der Orde van den Nederlandschen Leeuw;

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen,

den heer VON SCHOEN, HoogstDeszelfs Gezantschapsraad bij de Duitsche Ambassade te Parijs;

Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen enz. enz. en Apostolisch Koning van Hongarije,

den heer Graaf CARL VON KUEFSTEIN, HoogstDeszelfs Kamerheer en Geheimraad, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister, Lid van het Oostenrijksche Heerenhuis, Ridder tweede klasse der Orde van de IJzeren Kroon;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen,

den heer Baron EUGENE BEIJENS, Gezantschapsraad van België te Parijs, Ridder van de Leopoldsorde;

den heer Dr. ALFRED DEVAUX, Inspecteur-Generaal van den Burgerlijken Geneeskundigen en Hygiënischen Dienst aan het Ministerie van Landbouw, Nijverheid en Openbare Werken, Officier van de Leopoldsorde;

den heer Dr. E. VAN ERMENGEM, Hoogleeraar in de gezondheidsleer, en bacteriologie aan de Universiteit van Gent, Ridder van de Leopoldsorde;

Zijne Majesteit de Koning van Denemarken,

den heer Graaf GEBHARD LEO VON MOLTKE-HUITFELT, HoogstDeszelfs Kamerheer en Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij de Regeering der Fransche Republiek, Grootkruis van de Danebrogs-orde en begiftigd met het eerekruis van dezelfde Orde;

Zijne Majesteit de Koning van Spanje en in HoogstDeszelft naam de Koningin-Regentes van het Koninkrijk,

den heer FERNAND JORDAN DE URRIES, Marquis van Novallas, HoogstDeszelfs Kamerheer, Eerste Secretaris der Ambassade van Spanje te Parijs, Commandeur der Orde van Karel III,

den heer AMALIA JIMENO Y CABANAS, senator van het Koninkrijk, Hoogleeraar bij de Faculteit der geneeskunde te Madrid, Commandeur met de ster der Orde van Isabella de Katholieke;

De President der Fransche Republiek,

den heer CAMILLE BARRÈRE, Gevolmachtigd Minister 1ste klasse, Zaakgelastigde der Fransche Republiek te München, Officier der nationale Orde van het Legioen van Eer;

den heer GABRIEL HANOTAUX, Gevolmachtigd Minister 1ste klasse, Chef der afdeeling Consulaten en Handelszaken, Officier der nationale Orde van het Legioen van eer.

den heer Professor BROUARDEL, Voorzitter van het raadgevend Comité van openbare gezondheid van Frankrijk, Deken van de Medische Faculteit te Parijs, Lid der Akademie van Wetenschappen, Commandeur der nationale Orde van het Legioen van Eer;

den heer HENRI MONOD, Staatsraad, Hoofd der afdeeling openbare armenzorg en gezondheidsdienst aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, Lid der Akademie van Geneeskunde, Officier der nationale Orde van het Legioen van Eer;

den heer PROUST, Inspecteur-generaal van den sanitairen dienst, Hoogleeraar aan de Medische Faculteit te Parijs, Lid der Akademie van Geneeskunde, Commandeur der nationale Orde van het Legioen van Eer;

Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland, Keizerin van Indië,

den heer PHIPPS, Gevolmachtigd Minister;

den heer Dr. THORNE THORNE, Hoofd der Sanitaire afdeeling van den "Local Government Board", Ridder der Badorde,

den heer Chirurgijn-generaal J. M. CUNNINGHAM, oud-Hoofd van het geneeskundig Departement der Indische Regeering, Ridder der Orde van de Ster van Indië;

Zijne Majesteit de Koning der Grieken,

den heer CRIÉSIS, Zaakgelastigde van Griekenland te Parijs;

den heer Dr. VAFIADÈS, Gedelegeerde van Griekenland in den Gezondheidsraad te Constantinopel;

Zijne Majesteit de Koning van Italië,

den heer Markies MALASPINA DI CARBONARA,, Eersten secretaris der Italiaansche Ambassade te Parijs, Officier der Orde van de Heiligen Mauritius en Lazarus;

Zijne Majesteit de Shah van Perzië,

den heer Dr. MIRZA ZEYNEL ABIDINE-KHAN MOÏN-OL ATEBBA, lijfarts van Zijne Keizerlijke Hoogheid den Kroonprins,

den heer Dr. MIRZA KHALIL-KHAN, geneesheer van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken van Perzië;

Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven,

den heer GABRIEL JOSÉ DE ZOGHEB, Consul-Generaal, Diplomatiek Agent van Portugal in Egypte;

en Zijne Majesteit de Keizer aller Russen.

den heer MICHEL DE GIERS, Staatsraad, Kamerheer van HoogstDeszelfs Hof, Raad aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken van Rusland,

welke, na uitwisseling hunner in behoorlijken vorm bevonden volmachten, zijn overeengekomen nopens de volgende bepalingen:

I. Wat betreft de gezondheidspolitie in de havens van vertrek van het Verre-Oosten, (Britsch–Indië, Nederlandsche Bezittingen, enz., enz.)

Zijn aangenomen de in Bijlage I dezer overeenkomst aangeduide en omschreven maatregelen.

II. Wat aangaat het gezondheidstoezicht op de pelgrims in de Roode Zee:

Zijn aangenomen de bepalingen, vervat in Bijlage II.

III. Wat betreft de bescherming van de Perzische golf:
Zijn aangenomen de bepalingen, vervat in Bijlage III.

IV. Wat aangaat de toepassing der maatregelen, in de voorgaande Bijlagen vervat:

Zijn aangenomen de maatregelen, voorgeschreven in Bijlage IV.

V. De boven aangewezen bijlagen hebben dezelfde kracht alsof zij in deze overeenkomst waren opgenomen.

VI. De Staten, die geen deel hebben genomen aan deze overeenkomst kunnen op hun verlangen tot haar toetreden. Die toetreding zal langs diplomatieken weg ter kennis worden gebracht van de Regeering der Fransche Republiek en door deze van de overige onderteekend hebbende Regeeringen.

VII. Deze overeenkomst zal een duur hebben van vijf jaren te rekenen van de uitwisseling der akten van bekrachtiging af. Zij zal telkens stilzwijgend met vijf jaren verlengd worden, tenzij een der Hooge Contracteerende–Partijen zes maanden vóór het verstrijken van dien termijn van vijf jaren, haar verlangen mocht hebben te kennen gegeven haar te doen eindigen.

Voor het geval dat eene der Mogendheden de overeenkomst mocht opzeggen, zal die opzegging slechts ten haren opzichte van kracht zijn.

Deze overeenkomst zal bekrachtigd worden; de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk en niet later dan één jaar na den dag van onderteekening te Parijs worden nedergelegd.

Ter oorkonde waarvan de respectieve Gevolmachtigden

haar hebben onderteekend en van hun zegel hebben voorzien.

Gedaan in dertien exemplaren te Parijs, den derden April achttienhonderd vier en negentig.

(*L.S.*) A. DE STUERS.
(„) Dr. RUYSCH.
(„) J. A. KRUIJT.
(„) SCHOEN.
(„) KUEFSTEIN.
(„) Baron EUGÈNE BEYENS.
(„) ALF. DEVAUX.
(„) Dr. VAN ERMENGEM.
(„) MOLTKE-HUITFELDT.
(„) Marquis DE NOVALLAS.
(„) Dr. AMALIO JIMENO.
(„) CAMILLE BARRÈRE.
(„) GABRIEL HANOTAUX
(„) A. BROUARDEL.
(„) H. MONOD.
(„) A. PROUST.
(„) CONSTANTINE PHIPPS.
(„) R. THORNE THORNE.
(„) J. M. CUNNINGHAM.
(„) CRIÉSIS.
(„) Dr. VAFIADÈS.
(„) MALASPINA.
(„) MOÏN-OL ATEBBA.
(„) KHALIL KHAN.
(„) Graaf GABRIEL DE ZOGHEB.
(„) MICHEL DE GIERS.

BIJLAGE I.

A. *Gezondheidspolitie in de havens van vertrek der pelgrimsschepen, komende van den Indischen Oceaan en Oceanië.*

I. Verplicht geneeskundig onderzoek van ieder afzonderlijk, die overtocht aan boord van een pelgrimsschip genomen heeft, gedaan bij dag en aan land, op het oogenblik der inscheping, gedurende den noodigen tijd, door een officieel aangewezen geneesheer.

II. Verplichte en strenge ontsmetting, aan land, onder toezicht van een officieel aangewezen geneesheer, van elk besmet of verdacht voorwerp, onder de voorwaarden van art. 5 van het eerste reglement, vervat in bijlage 4 der sanitaire conventie van Venetië.

III. Verbod van inscheping voor ieder, die aangetast is door cholera, choleraächtige aandoening of verdachten buikloop.

IV. Wanneer zich gevallen van cholera in de haven voordoen, zal de inscheping aan boord der pelgrimsschepen eerst mogen geschieden nadat de personen gedurende vijf dagen groepsgewijze aan een waarneming zijn onderworpen, waardoor het mogelijk is geweest zich te verzekeren dat geen van hen door cholera is aangetast.

Elke Regeering zal bij de uitvoering van dezen maatregel rekening kunnen houden met de locale omstandigheden en met hetgeen ter plaatse mogelijk is. (1)

V. De pelgrims zijn verplicht aan te toonen dat zij de strikt noodige middelen bezitten voor het volbrengen der reis heen en terug en voor het verblijf op de Heilige Plaatsen.

---

(1) De Conferentie heeft bij wege van interpretatie uitgemaakt dat eenerzijds de waarneming van 5 dagen zal kunnen geschieden aan boord der schepen tusschen het bij het vertrek uit Britsch-Indië gehouden geneeskundig onderzoek en het tweede onderzoek, hetwelk te Aden gedaan wordt, en dat anderzijds in Ned.-Indië die waarneming zal kunnen plaats vinden aan boord der voor het vertrek gereed liggende schepen.

B. *Maatregelen, te nemen aan boord der pelgrimsschepen.*

REGLEMENT.

TITEL I. ALGEMEENE BEPALINGEN.

Artikel 1.

Dit reglement is van toepassing op de pelgrimsschepen, die Mohammedaansche pelgrims naar of van den Hedjaz vervoeren.

Artikel 2.

Als pelgrimsschip wordt niet beschouwd het vaartuig, dat behalve zijn gewone passagiers, waaronder de pelgrims van hoogere klassen begrepen kunnen worden, minder pelgrims der laagste klasse aan boord heeft dan één op de 100 ton bruto.

Artikel 3.

Elk pelgrimsschip moet bij het in- en uitvaren der Roode Zee zich gedragen naar de voorschriften, vervat in het "Bijzonder Reglement voor de bedevaarten naar den Hedjaz", dat in overeenstemming met de in deze overeenkomst nedergelegde beginselen door den Gezondheidsraad te Constantinopel zal worden uitgevaardigd.

Artikel 4.

Alleen stoomschepen zijn toegelaten tot het vervoer van pelgrims in de groote vaart. Dit is aan andere vaartuigen verboden.

De pelgrimsschepen, die de kustvaart uitoefenen en bestemd zijn voor vervoer van korten duur, z. g. kustreizen, zijn onderworpen aan de voorschriften, vervat in het in art. 3 genoemde bijzondere reglement.

TITEL II. MAATREGELEN TE NEMEN VOOR HET VERTREK.

Artikel 5.

De kapitein of, bij gebreke van den kapitein, de eigenaar of de agent van ieder pelgrimsschip, is verplicht om ten minste drie dagen vóór het vertrek aan het bevoegd gezag (1)

---

(1) De bevoegde autoriteit is op dit oogenblik in Britsch-Indië een "officer" te dien einde door het plaatselijk bestuur aangewezen [Native passenger ships Act. 1887 art. 7], in Ned.-Indië de havenmeester, in Turkije de geneeskundige autoriteit, in Oostenrijk-Hongarije de geneeskundige autoriteit, in Italië de havenkapitein, in Frankrijk, Tunis en Spanje [Philippijnsche eilanden] de geneeskundige autoriteit.

in de haven van vertrek kennis te geven van zijn voornemen om pelgrims in te schepen. Die verklaring moet inhouden den voorgenomen dag van vertrek en de bestemming van het schip.

Artikel 6.

Op deze verklaring gaat het bevoegd gezag voor rekening van den gezagvoerder over tot het *onderzoek* en de *meting* van het schip. De consulaire ambtenaren, onder wien het schip staat, kan dit onderzoek bijwonen.

Tot onderzoek alleen wordt overgegaan, indien de gezaghebber reeds voorzien is van een meetbrief, afgegeven door het bevoegd gezag van zijn land, tenzij er verdenking bestaat dat het stuk niet meer aan den tegenwoordigen toestad van het schip beantwoordt.

Artikel 7.

Het bevoegd gezag staat het vertrek van een pelgrimsschip slechts toe na zich er van te hebben overtuigd:

a. dat het schip in volkomen zindelijken staat gebracht en zoo mogelijk ontsmet is;

b dat het schip in staat is om de reis zonder gevaar te ondernemen, dat het goed uitgerust, goed ingericht en goed gelucht is, dat het voorzien is van een voldoend getal sloepen, dat het niets aan boord heeft, wat schadelijk voor de gezondheid en gevaarlijk voor de veiligheid der passagiers is of kan worden, dat het dek en het tusschendek van hout en niet van ijzer zijn;

c. dat er, behalve de proviand voor de bemanning, levensmiddelen en brandstof behoorlijk gestuwd aan boord zijn, alles van goede hoedanigheid en in eene hoeveelheid, die voldoende is voor alle pelgrims en voor den geheelen aangegeven duur van de reis;

d. dat het ingescheepte drinkwater van goede hoedanigheid is en arkomstig van eene plaats, tegen elke besmetting beveiligd, dat er een voldoende hoeveelheid van aanwezig is, dat de waterbakken aan boord tegen bevuiling beschut en zoodanig afgesloten zijn, dat de uitdeeling van water slechts kan geschieden door middel van kranen of pompen;

e. dat het schip een distilleertoestel bezit, hetwelk een hoeveelheid van ten minste vijf liter water, per hoofd en per dag, voor elk ingescheept persoon, de bemanning inbegrepen, kan afleveren;

f. dat het schip een ontsmettingsoven bezit, waarvan geconstateerd is dat hij veilig is en afdoende werkt;

g. dat er zich een geneesheer onder de bemanning bevindt en dat het schip geneesmiddelen aan boord heeft, overeenkomstighet geen gezegd zal worden in de artt. 11 en 23;

h. dat zich op het dek van het schip geen koopwaren en hinderlijke voorwerpen bevinden;

i. dat de inrichting van het schip van dien aard is dat de maatregelen, door titel III voorgeschreven, kunnen worden ten uitvoergelegd.

Artikel 8.

De kapitein is gehouden om aan boord op een zichtbare en voor de belanghebbenden toegankelijke plaats billetten aan te plakken, gesteld in de voornaamste talen der landen waar de in te schepen pelgrims wonen, aanwijzende:

1°. de bestemming van het schip;

2°. het dagelijksch rantsoen water en levensmiddelen voor elken pelgrim;

3°. het tarief der levensmiddelen, die niet onder het dagelijksch rantsoen begrepen zijn en afzonderlijk moeten betaald worden.

Artikel 9.

De kapitein kan niet vertrekken dan nadat hij in handen heeft:

1°. een lijst, door het bevoegd gezag geviseerd en aanwijzende de namen, het geslacht en het totaal getal der pelgrims, die hij mag inschepen;

2°. een gezondheidspas, vermeldende den naam, de nationaliteit en de tonnenmaat van het schip, den naam van den gezagvoeder, dien van den dokter, het juist getal der opvarenden: bemanning, pelgrims en andere passagiers, den aard der lading, de plaats van vertrek, die van bestemming, den openbaren gezondheidstoestand in de haven van vertrek.

Het bevoegd gezag zal op den pas aanteekenen of het reglementair aantal pelgrims bereikt is of niet en, zoo niet, het getal passagiers, dat het schip alsnog in de volgende havens mag opnemen.

Artikel 10.

Het bevoegd gezag is verplicht om afdoende maatregelen te nemen ten einde de inscheping van elk verdacht persoon of voorwerp te verhinderen (1), volgens de voorschriften betreffende de in de havens te nemen voorzorgen.

TITEL III. VOORZORGEN GEDURENDE DEN OVERTOCHT.

Artikel 11.

Elk schip, dat 100 of meer pelgrims heeft ingescheept,

---

(1) Volgens de bepaling van bijlage V, I, 1°. van de overeenkomst van Venetië.

moet aan boord hebben een geneesheer, die behoorlijk gediplomeerd is en aangesteld door de regeering van het land, waartoe het schip behoort. Een tweede geneesheer moet zich aan boord bevinden, zoodra het getal der op het schip aanwezige pelgrims 1000 te boven gaat.

Artikel 12.

De geneesheer onderzoekt de pelgrims, behandelt de zieken en waakt er voor dat aan boord de voorschriften der hygiëne worden in acht genomen. Hij moet inzonderheid:

1°. zich er van verzekeren dat de aan de pelgrims uitgereikte levensmiddelen van goede hoedanigheid zijn, dat de hoeveelheid overeenkomt met aangegane verplichtingen en dat zij behoorlijk zijn toebereid;

2°. zich er van verzekeren dat de voorschriften van het artikel betreffende de wateruitdeeling worden nageleefd;

3°. indien er twijfel bestaat omtrent de hoedanigeeid van het drinkwater, den kapitein schriftelijk aan de voorschriften van art. 21 hieronder herinneren;

4°. zich er van verzekeren dat het schip voortdurend zindelijk wordt gehouden en in het bijzonder dat de gemakken overeenkomstig de voorschriften van art. 18 hieronder worden schoongemaakt;

5°. zich er van verzekeren dat de verblijfplaatsen der pelgrims rein en gezond worden gehouden en dat, in geval van besmettelijke ziekte, de ontsmetting geschiedt op de wijze als bepaald in art. 19 hieronder;

6°. dagboek houden van alle gebeurtenissen op sanitair gebied, die zich in den loop der reis hebben voorgedaan en dat dagboek aan het bevoegd gezag in de haven van aankomst toonen.

Artikel 13.

Het schip moet de pelgrims in het tusschendek kunnen bergen.

Op het schip moet voor ieder persoon (de bemanning niet inbegrepen), van welken leeftijd ook, een oppervlakte beschikbaar zijn van ten minste twee vierkante meter, of een bij twee meter, met een tusschendekshoogte van ten minste 1.80 Meter.

De schepen, die de kustvaart uitoefenen, moeten voor ieder pelgrim een ruimte beschikbaar hebben van ten minste twee meter breedte langs be boorden van het schip.

Artikel 14.

Op het dek mogen zich gedurende den overtocht geen hinderlijke voorwerpen bevinden; het dek moet dag en nacht gereserveerd blijven voor de ingescheepte personen en kosteloos te hunner beschikking zijn.

Artikel 15.

De groote bagage der pelgrims wordt ingeschreven, genummerd en in het ruim geplaatst.

De pelgrims mogen slechts de strikt noodzakelijke voorwerpen bij zich houden.

De reglementen, die elke regeering voor hare schepen zal maken, zullen den aard, de hoeveelheid en de afmetingen dier voorwerpen bepalen.

Artikel 16.

Elken dag moeten, terwijl de pelgrims op het dek zijn, de tusschendekken zorgvuldig worden gereinigd en geboend met droog zand, vermengd met doelmatige ontsmettende stoffen.

Artikel 17.

Aan elke zijde van het schip moet op het dek een plek afgezonderd zijn, aan het gezicht onttrokken en voorzien van een handpomp om ten behoeve der pelgrims zeewater te kunnen geven. Een van die plaatsen moet uitsluitend voor vrouwen bestemd blijven.

Artikel 18.

Het schip moet, behalve de gemakken ten dienste der bemanning, voor elke honderd ingescheepte personen ten minste één bestekamer met waterdoorloop hebben.

Er moeten afzonderlijke gemakken zijn voor vrouwen.

Tusschendeks en in het ruim mogen geen gemakken zijn.

De gemakken, zoowel die voor de passagiers als die voor de bemanning bestemd, moeten zindelijk gehouden, schoon gemaakt en driemaal per dag ontsmet worden.

Artikel 19.

De ontsmetting van het schip moet geschieden overeenkomstig de voorschriften van paragrafen 5 en 6 van art. 5 van bijlage IV der overeenkomst van Venetië. (1)

---

(1) De hutten en alle deelen van het schip zullen ontruimd worden. De beschotten worden ontsmet door middel van een sublimaat-oplossing, waaraan 10 pct. alkohol toegevoegd wordt. De besprenkeling geschiedt te beginnen bij het bovengedeelte van het beschot, een horizontale lijn vormende en vervolgens afdalende, zoodat de geheele oppervlakte bedekt wordt met een laag vloeistof in fijne druppeltjes. De vloeren en zolders worden met dezelfde oplossing gewasschen. Twee uren later boent en spoelt men de beschotten, vloeren en zolders af met water.

Om het ruim van een schip te ontsmetten, moet er eerst, ten einde de zwavelwaterstof te neutraliseeren, eene voldoende hoeveelheid ijzersulfaat ingespoten worden; het ruimwater moet verwijderd en het ruim met zeewater gewasschen worden; vervolgens moet er een zekere hoeveelheid sublimaat-oplossing ingespoten worden. Het ruimwater zal niet in een haven geworpen mogen worden.

Artikel 20.

De hoeveelheid drinkwater, die dagelijks gratis ter beschikking van iederen pelgrim, van welken leeftijd ook, moet gesteld worden, moet ten minste 5 liter bedragen.

Artikel 21.

Indien er twijfel bestaat omtrent de hoedanigheid van het drinkwater of omtrent de mogelijkheid dat het, hetzij op de plaatsen van herkomst, hetzij tijdens de reis, is besmet geworden, moet het gekookt en gesteriliseerd worden, en is de kapitein verplicht om het in zee te werpen in de eerste haven, waar hij binnenloopt en waar hij zich beter drinkwater kan verschaffen.

Artikel 22.

Het schip moet voorzien zijn van twee localiteiten, bestemd voor de eigen keuken der pelgrims.

Het is den pelgrims verboden elders vuur aan te maken, inzonderheid op het dek.

Artikel 23.

Elk schip moet geneesmiddelen en de voorwerpen, die voor de verpleging der zieken noodig zijn, aan boord hebben.

De reglementen, die iedere regeering voor hare schepen maakt, zullen de soort en de hoeveelheid der geneesmiddelen bepalen.

Behandeling en medicijnen worden den pelgrims gratis verstrekt.

Artikel 24.

Een behoorlijk ingerichte ziekenzaal, die goede waarborgen voor veiligheid en gezondheid aanbiedt, moet voor de zieken bestemd blijven. Zij moet, met beschikbaarstelling eener ruimte van 3 vierkante meter per persoon, ten minste 5 pct. der ingescheepte pelgrims kunnen opnemen.

Artikel 25.

Personen, door cholera of choleraächtige aandoeningen aangetast, moeten behoorlijk op het schip kunnen worden afgezonderd. Zij zullen alleen bezocht mogen worden door hen, die met hunne verpleging belast zijn, terwijl laatstgenoemden geen aanraking mogen hebben met de andere personen aan boord.

Het beddegoed, de vloerkleeden en de kleedingstukken, die met de zieken in aanraking geweest zijn, moeten onmiddellijk ontsmet worden. Op de naleving van dit voorschrift wordt meer in het bijzonder aangedrongen ten opzichte van de kleederen der personen, die bij de zieken komen en bevuild kunnen zijn.

Voor zoover de bovengenoemde voorwerpen geen waarde hebben, moeten zij òf in zee worden geworpen, — indien het schip zich niet in een haven noch in een kanaal bevindt — òf worden verbrand. De andere moeten in waterdichte zakken,

doortrokken met sublimaat oplossing, naar den oven gebracht worden.

De uitwerpselen der zieken moeten opgevangen worden in potten, waarin zich een ontsmettende oplossing bevindt. Die potten worden geledigd in de gemakken, welke na iedere dergelijke storting zorgvuldig moeten worden ontsmet.

De zieken zalen moeten mede zorgvuldig worden ontsmet.

De ontsmetting moet geschieden overeenkomstig art. 5 van bijlage IV der overeenkomst van Venetië.

Artikel 26.

Indien er zich een sterfgeval tijdens den overtocht voordoet, moet de kapitein daarvan melding maken achter den naam op de lijst, die door het bevoegd gezag in de haven van vertrek voor gezien is geteekend, en bovendien den naam van den overleden persoon, diens leeftijd, woonplaats, de vermoedelijke oorzaak van den dood volgens het getuigschrift van den geneesheer en den datum van overlijden in het scheepjournal inschrijven.

Indien de dood aan een besmettelijke ziekte te wijten is, moet het lijk, na vooraf in een in sublimaat gedrenkt lijkkleed gewikkeld te zijn, in zee geworpen worden. (1)

Artikel 27.

De in de haven van vertrek uitgereikte pas mag niet tijdens de reis worden verwisseld.

Zij wordt geviseerd door het sanitair gezag in elke haven van oponthoud. Dit teekent er op aan:

1°. het getal ontscheepte of nieuw ingescheepte reizigers;

2°. het op zee voorgevallene, voor zoover het op de gezondheid of het leven der ingescheepte personen betrekking heeft;

3°. den gezondheidstoestand van de haven van oponthoud.

Artikel 28.

In iedere haven, die hij aandoet, moet de kapitein de lijst ter voldoening aan art. 9 opgemaakt, door het bevoegd gezag voor gezien doen teekenen.

Voor het geval, dat een pelgrim tijdens de reis ontscheept is, moet de gezagvoerder de ontscheping op die lijst achter den naam van den pelgrim vermelden.

Bij inscheping moeten de ingescheepte personen op die lijst worden vermeld overeenkomstig art. 9 en vóór de nieuwe viseering.

Artikel 29.

De kapitein moet zorgen dat alle voorbehoedmiddelen, die gedurende de reis genomen zijn, in het scheepsjournaal wor-

---

(1) Conventie van Venetië, bijlage V, Titel II, 6°.

den ingeschreven. Dat journal wordt door hem aan het bevoegd gezag van de haven van aankomst vertoond. (1)

Artikel 30.

De kapitein is verplicht om alle sanitaire rechten te betalen die onder de prijs van het billet begrepen moeten zijn.

TITEL IV STRAFBEPALING.

Artikel 31.

Ieder kapitein, van wien bewezen wordt dat hij zich ten opzichte der uitdeeling van water, levensmiddelen of brandstof niet naar de op zich genomen verplichtingen gedragen heeft, is strafbaar met eene boete van 10 Turksche ponden. Die boete wordt geheven ten voordeele van den pelgrim, die het slachtoffer van de tekortkoming geweest is, als hij kan aantoonen dat hij te vergeefs nakoming van de aangegane verbintenis gevorderd heeft.

Artikel 32.

Iedere inbreuk op art. 8 is strafbaar met eene boete van 30 Turksche ponden.

Artikel 33.

Ieder gezagvoerder, die eenig bedrog pleegt, of met zijn medeweten heeft laten plegen ten opzichte van de lijst der pelgrims of den gezondheidspas, bedoeld in art. 9, zal gestraft worden met eene boete van 50 Turksche ponden.

Artikel 34.

Ieder scheepskapitein, die aankomt zonder gezondheidspas van de haven van vertrek of zonder visa van de havens van oponthoud, of die niet voorzien is van de reglementaire en volgens de artt. 9, 27 en 28 geregeld bijgehouden lijst, is voor elk dier gevallen strafbaar met eene boete van 12 Turksche ponden.

Artikel 35.

Ieder kapitein, van wien blijkt dat hij meer dan 100 pelgrims aan boord heeft of gehad heeft zonder de tegenwoordigheid van een overeenkomstig de voorschriften van art. 11 aangesteld geneesheer, is strafbaar met eene boete van 300 Turksche ponden.

Artikel 36.

Ieder kapitein, van wien blijkt dat hij een getal pelgrims aan boord heeft of gehad heeft, grooter dan dat hetwelk hij krachtens de voorschriften van art. 9 gerechtigd is om in te schepen, is strafbaar met eene boete van 5 Turksche ponden voor elken pelgrim boven het geoorloofd getal.

Op den eersten post, waar een bevoegd gezag aanwezig is, worden de pelgrims, waarmede het voorgeschreven getal is

---

(1) Conventie van Venetië, bijlage V, Titel II, 7°.

overschreden, ontscheept. De kapitein is verplicht hun het noodige geld tot voortzetting hunner reis naar de plaats van bestemming te verschaffen.

Artikel 37.

Ieder gezagvoerder, van wien blijkt dat hij zonder hun toestemming of buiten geval van overmacht pelgrims heeft ontscheept op eene andere plaats dan die hunner bestemming, is strafbaar met eene boete van 20 Turksche ponden voor elken ten onrechte ontscheepten pelgrim.

Artikel 38.

Iedere inbreuk op de andere voorschriften van dit reglement is strafbaar met eene boete van 10 tot 100 Turksche ponden.

Artikel 39.

Iedere overtreding, gedurende den loop der reis geconstateerd, wordt zoowel op den gezondheidspas als op de lijst der pelgrims aangeteekend. Het bevoegd gezag maakt er proces-verbaal van op en stelt dit in handen van den daartoe bevoegden persoon.

Artikel 40.

In de Turksche havens wordt de overtreding geconstateerd en de boete opgelegd door het bevoegd gezag, overeenkomstig de bepalingen van Bijlage IV dezer Overeenkomst.

Artikel 41.

Alle ambtenaren, geroepen om tot de uitvoering van dit reglement mede te werken, zullen voor misgrepen, door hen bij de toepassing gegaan, overeenkomstig de wet van hun land gestraft worden.

Artikel 42.

Dit reglement zal in de taal van den staat van het schip en in de voornaamste talen der door de in te schepen pelgrims bewoonde landen op een zichtbare en toegankelijke plaats aan boord van ieder vaartuig, dat pelgrims vervoert, worden aangeplakt.



BIJLAGE II.

———

SANITAIR TOEZICHT OP BEDEVAARTEN IN DE ROODE ZEE.

Sanitair stelsel, in het (gereorganiseerd) sanitair station te Camaran op de pelgrimsschepen toepasselijk.

De pelgrimsschepen, die uit het Zuiden komen en zich naar den Hedjaz begeven, moeten vooraf het sanitair station van Camaran aandoen en zullen aan de navolgende behandeling worden onderworpen.

De na geneeskundig onderzoek als onbesmet erkende schepen zullen tot het vrije verkeer worden toegelaten, nadat het volgende zal hebben plaats gehad :

De pelgrims zullen ontscheept worden ; zij zullen een stortbad of een zeebad nemen, hun vuile linnen en dat gedeelte van hun reisbenoodigdheden en van hun bagage, hetwelk volgens de meening der sanitaire overheid verdacht kan zijn, zal ontsmet worden, een en ander, met inbegrip van de ontscheping en de inscheping, zal niet langer dan 48 uur duren.

Indien tijdens deze handeling geen geval van cholera, buikloop of choleraächtige aandoening is waargenomen, zullen de pelgrims onmiddellijk weder worden ingescheept en zal het schip naar den Hedjaz vertrekken.

De verdachte schepen, d. w. z. die waarop zich gevallen van cholera voordeden op het oogenblik van vertrek, doch op welke sedert zeven dagen geen nieuw geval voorkwam, zullen op de volgende wijze behandeld worden : de pelgrims zullen ontscheept worden, zij zullen een stort- of zeebad nemen ; hun vuile linnen en dat gedeelte van hun reisbenoodigdheden en van hun bagage, hetwelk volgens de meening van de geneeskundige autoriteit verdacht kan zijn, zullen ontsmet worden ; een en ander, daaronder begrepen de ontscheping en de inscheping, zal niet langer dan 48 uren duren. Indien gedurende deze verrichtingen geen geval van cholera of choleraächtige aandoening is geconstateerd, zullen de pelgrims onmiddellijk weder worden ingescheept en zal het schip naar Djeddah vertrekken, waar een tweede geneeskundig onderzoek aan boord zal plaats vinden. Indien de uitslag daarvan gunstig is en de geneesheeren van het schip schriftelijk onder eede verklaren dat zich gedurende den overtocht geen geval heeft voorgedaan, zullen de pelgrims onmiddellijk ontscheept worden.

Indien daarentegen cholera of choleraächtige aandoeningen gedurende de reis of op het oogenblik van aankomst zijn waargenomen, zal het schip naar Camaran worden teruggezonden, waar het aan de behandeling voor besmette schepen zal worden onderworpen.

De besmette schepen, d. w. z. schepen, aan boord waarvan zich gevallen van cholera of choleraächtige aandoeningen voordoen of in de laatste zeven dagen voorgedaan hebben, zullen de volgende behandeling ondergaan :

De personen, door cholera of cholera-achtige aandoeningen aangetast, zullen ontscheept en in het hospitaal afgezonderd worden. De ontsmetting zal volledig geschieden. De overige passagiers zullen worden ontscheept en in zoo klein mogelijke groepen worden afgezonderd, zoodat, indien de chole-

ra in een bepaalde groep mocht uitbreken, niet allen daarvan afhankelijk zijn.

Het vuile linnen, de reisbenoodigdheden en kleederen van bemanning en passagiers zullen, evenals het schip, ontsmet worden.

Het plaatselijk sanitair gezag zal uitmaken of het uitladen der groote bagage en der koopmansgoederen noodig is, en of het geheele schip dan wel een gedeelte daarvan moet worden ontsmet.

De passagiers zullen 5 dagen in de inrichting te Camaran blijven: wanneer de gevallen van cholera meerdere dagen oud zijn, zal de duur der afzondering verkort kunnen worden. Die duur zal kunnen verschillen naar gelang van het tijdstip, waarop het laatste geval zich voordeed, en naar de beslissing van het sanitair gezag.

Het schip zal vervolgens naar Djeddah vertrekken, waar een streng geneeskundig onderzoek aan boord zal plaats vinden. Indien de uitslag gunstig is, zullen de pelgrims ontscheept worden. Indien daarentegen cholera of choleraächtige aandoeningen zich gedurende de reis of op het oogenblik van aankomst aan boord hebben voorgedaan, zal het schip naar Camaran worden teruggezonden, waar het opnieuw de behandeling voor besmette schepen zal ondergaan.

Verbeteringen, aan te brengen aan het sanitair station te Camaran.

A. Volledige ontruiming van het eiland Camaran door de bewoners.

B. Middelen ter verzekering der veiligheid en ter vergemakkelijking van de scheepvaartbeweging in de baai van het eiland Camaran.

1°. Het aanbrengen van boeien en bakens in voldoende getale.

2°. Het bouwen van een havenhoofd of hoofdkade voor het ontschepen van passagiers en goederen.

3°. Het aanbrengen van verschillende stijgers om de pelgrims van elk kampement afzonderlijk in te schepen.

4°. Een voldoend getal sloepen met een stoomsleepboot ter verzekering van den dienst van ontscheping en inscheping der pelgrims.

De ontscheping der pelgrims van de besmette schepen zal worden verricht met de zich aan boord bevindende middelen.

C. Het inrichten van het sanitair station, waaronder zal worden begrepen:

1°. Een spoorwegnet, hetwelk de aanlegplaats verbindt

met de bestuurs- en ontsmettingsgebouwen en met de gebouwen der verschillende takken van dienst en met de kampementen.

2°. Gebouwen voor het bestuur en het personeel van den gezondheidsdienst en van andere diensttakken.

3°. Inrichtingen voor het ontsmetten en het wasschen van niet gedragen kleedingsstukken en andere zaken.

4°. Gebouwen, waarin de pelgrims stort- of zeebaden zullen moeten nemen tijdens de ontsmetting hunner kleederen.

5°. Volkomen afgezonderde ziekenhuizen, voor elk der beide sexen afzonderlijk:

a. voor de waarneming der verdachten;

b. voor de leiders aan cholera;

c. voor de zieken, die door andere besmettelijke ziekten zijn aangetast.

d. voor de gewone zieken.

6°. De kampementen zullen op afdoende wijze van elkander moeten zijn afgescheiden en de onderlinge afstand zal zoo groot mogelijk moeten zijn; de voor de pelgrims bestemde verblijfplaatsen moeten volgens de strengste eischen der gezondheidsleer gebouwd worden en mogen niet meer dan 25 personen bevatten.

7°. Een kerkhof, goedgelegen en verwijderd van elke bewoonde plaats, zonder eenige aanraking te hebben met grondwater en gedraineerd tot 50 centimeter beneden den plattengrond der graven.

D. Geneeskundig materiaal met bijbehooren.

1°. Een voldoend aantal stoomovens, die aan alle eischen van veiligheid, afdoende werking en snelheid voldoen.

2°. Sproeiers, ontsmettingskuipen en de noodige middelen voor chemische reiniging, gelijk zij door de sanitaire conventie van Venetië van 30 Januari 1892 zijn voorgeschreven.

3°. Distilleermachines, werktuigen om door hitte het water te steriliseeren, ijsmachines.

Voor het verstekken van drinkwater; waterleidingen en gesloten vergaarbakken, volkomen dicht en niet geledigd kunnende worden dan door middel van kranen of pompen.

4°. Een bacteriologisch laboratorium met het noodige personeel.

5°. Vervoerbare tonnen voor het opnemen van vooraf ontsmette uitwerpselen.

Verspreiding dier stoffen op een der van de kampementen meest verwijderde gedeelten van het eiland, met inachtneming van hetgeen uit een gezondheidsoogpunt voor de goede werking van die velden noodig is.

6°. Het vuile water moet uit de kampementen worden

verwijderd zonder dat het kan stilstaan of voor voedingsdoeleinden worden gebruikt.

Het gebruikte water van de ziekenhuizen moet door kalkwater worden ontsmet volgens de voorschriften der Conventie van Venetië.

E. De sanitaire overheid zal in elk kampement zorgen voor het vestigen van magazijnen van levensmiddelen en brandstoffen.

Het tarief der door de bevoegde overheid vastgestelde prijzen wordt op verschillende plaatsen in het kampement aangeplakt en in de voornaamste talen van de landen der pelgrims.

Het toezicht op de hoedanigheid der levensmiddelen en op het voldoende van den aanvoer geschiedt dagelijks door den geneesheer van het kampement.

Water wordt kosteloos verstrekt.

Wat levensmiddelen en water betreft, zijn de regelen, voor Camaran onder E aangenomen, ook van toepassing op de kampementen van Abou-Saad, Vasta en Abou-Ali.

Verbeteringen aan te brengen op de sanitaire stations van Abou-Saad, Vasta en Abou-Ali benevens te Djeddah en te Yambo.

1°. Het oprichten van twee ziekenhuizen voor cholera-lijders, mannen en vrouwen, op Abou-Ali.

2°. Het oprichten op Vasta van een hospitaal voor gewone zieken.

3°. Het bouwen op Abou-Saad en Vasta van steenen huizen voor 500 personen, elk niet meer dan 25 personen kunnende opnemen.

4°. Drie ontsmettingsovens op Abou-Saad, Vasta en Abou-Ali met waschplaatsen en bijbehooren.

5°. Het inrichten van stortbaden op Abou-Saad en Vasta.

6°. Op elk der eilanden Abou-Saad en Vasta distilleermachines die samen 15 ton water per dag kunnen leveren.

7°. Voor de kerkhoven, de uitwerpselen en het vuile water zal de behandeling geregeld worden volgens de voor Camaran aangenomen beginselen. Op ieder der eilanden zal een kerkhof worden aangelegd.

8°. Het inrichten van ovens en andere ontsmettingsmiddelen te Djeddah en Yambo voor de pelgrims die den Hedjaz verlaten.

Reorganisatie van het Sanitair station te Djebel-Tor.

Wat betreft de reorganisatie van het station te Djebel-Tor,

zoo laten de Hooge Contracteerende Partijen het onder bevestiging der aanbevelingen en wenschen, door de Conferentie van Venetië ten opzichte van dien post geformuleerd, aan den maritiemen gezondheidsraad te Alexandrië over om die verbetering te verwezenlijken. Bovendien zijn zij van oordeel :

1°. Dat het noodig is om eveneens op dat station werktuigen te hebben tot het door middel van hitte steriliseeren van het water, dat ter plaatse gevonden wordt.

2°. Dat het van belang is alle levensmiddelen, die door de pelgrims van Djeddah en Yambo zijn medegebracht, indien er in den Hedjaz cholera is, als verdacht te ontsmetten of, als zij zich in bedorven toestand bevinden, geheel te vernietigen.

3°. De maatregelen moeten worden genomen om de pelgrims te beletten bij het vertrek van Djebel-Tor waterzakken mede te nemen. Deze moeten worden vervangen door aarden kruiken of metalen veldflesschen.

4°. Dat iedere afdeeling een geneesheer moet hebben.

5°. Dat te El-Tor een havenkapitein moet benoemd worden om de in- en ontschepingen te leiden en voor de inachtneming der reglementen door de gezagvoerders en de Samboukdji zorg te dragen.

Sanitaire behandeling, toe te passen op de pelgrimschepen die van het Noorden komen.

I. Heenreis.

Indien noch in de havens van vertrek noch in de omstregen cholera is waargenomen en zich gedurende den overtocht geen geval van cholera heeft voorgedaan, wordt het schip terstond tot het vrije verkeer toegelaten.

Indien in de haven van vertrek of omstreken cholera is waargenomen of een geval zich op reis heeft voorgedaan, zal het schip te Djebel-Tor onderworpen worden aan de behandeling, ingesteld voor de schepen die van het Zuiden komen en zich te Camaran ophouden.

II. Terugreis.

Indien er geen cholera is geconstateerd in den Hedjaz noch gedurende de geheele bedevaart, worden de schepen te Djebel-Tor onderworpen aan dezelfde behandeling, die te Camaran op onbesmette schepen wordt toegepast.

De pelgrims moeten ontscheept worden ; zij moeten een

stort- of zeebad nemen; hun vuile linnen en dat gedeelte van hun reisbenoodigdheden en bagage, dat naar de meening van de sanitaire overheid verdacht kan zijn, zullen ontsmet worden; de duur van de verrichtingen, in- en ontscheping er onder begrepen, zal 48 uren niet te boven gaan.

Indien er cholera in den Hedjaz is of gedurende de bedevaart geweest is, zullen de schepen te Djebel-Tor onderworpen worden aan de behandeling, die te Camaran voor besmette schepen geldt.

De door cholera of choleraächtige aandoeningen aangetaste personen zullen ontscheept en in het ziekenhuis afgezonderd worden,

Er moet eene volledige ontsmetting plaats vinden.

De verdere passagiers zullen ontscheept en in zoo klein mogelijke groepen worden afgezonderd, zoodat, indien er cholera in een bijzondere groep mocht uitbreken, niet allen daarmede in gemeenschap zullen zijn.

Het vuille linnen, de reisbenoodigdheden en kleederen van bemanning en passagiers zullen, evenals het schip, ontsmet worden.

De plaatselijke sanitaire overheid zal uitmaken of lossing der groote bagage en der koopwaren noodig is, en of het geheele schip dan wel slechts een gedeelte moet ontsmet worden.

Alle pelgrims zullen gedurende 7 dagen, te rekenen van den dag af waarop de ontsmettingshandelingen ten einde gebracht zijn, onder toezicht worden gehouden.

Indien zich in een afdeeling een geval van cholera heeft voorgedaan, begint voor die afdeeling de termijn van 7 dagen eerst te loopen van den dag af, waarop het laatste geval is geconstateerd.

Gezondheidsmaatregelen toe te passen bij het vertrek der pelgrims uit de havens van den Hedjaz

De maatregelen bij het vertrek uit Djeddah en Yambo to te passen op de pelgrims, die naar het Zuiden gaan, zijn vo zoover betreft het geneeskundig onderzoek en de ontsme ting, dezelfde als die, welke voorgeschreven zijn bij het ver trek uit de havens aan gene zijde der straat van Bab-el-Ma deb. nl.:

1°. Verplicht geneeskundig onderzoek afzonderlijk van ie der persoon die overtocht aan boord van een schip heeft genomen, welk onderzoek moet geschieden bij dag en aan land, op het oogenblik der inscheping, gedurende den noodigen tijd, door officieel aangewezen geneesheeren.

2°. Verplichte en strenge ontsmetting aan land, onder toezicht van een officieel aangewezen geneesheer, van elk besmet of verdacht voorwerp volgens art. 5 van het 1ste reglement vervat in bijlage IV der Sanitaire Overeenkomst van Venetië.

Voor de pelgrims, die zich inschepen op naar het Noodzee bestemde vaartuigen, zal de ontsmetting plaats vinden te Djebel-Tor, behalve wanneer er in den Hedjaz cholera heerscht; in dat geval zullen ook op die schepen de boven omschreven maatregelen te Djeddah en Yambo toegepast worden.

BIJLAGE III.

I. *Sanitaire behandeling toepasselijk op hetgeen in de Perzische golf uit zee aankomt.*

Als besmet wordt beschouwd elk schip, dat cholera aan boord heeft of waarop zich in de laatste 7 dagen nieuwe gevallen van cholera hebben voorgedaan.

Als verdacht wordt beschouwd elk schip, aan boord waarvan zich op het oogenblik van vertrek of gedurende de reis gevallen van cholera hebben voorgedaan, doch sedert 7 dagen geen nieuw geval.

Als onbesmet wordt beschouwd elk schip, dat, zelfs uit een besmette haven komende, noch vóór het vertrek, noch gedurende den overtocht, noch op het oogenblik van aankomst sterfgevallen of gevallen van cholera aan boord heeft gehad.

Besmette schepen worden aan de volgende behandeling onderworpen:

1°. De zieken worden onmiddellijk ontscheept en afgezonderd.

2°. De andere personen moeten zoo mogelijk eveneens worden ontscheept en aan een waarneming worden onderworpen, waarvan de duur zal verschillen naar gelang van den sanitairen toestand van het schip en den datum van het laatste geval, zonder dat die waarneming vijf dagen te boven zal mogen gaan.

3°. Het vuile linnen, de lijfsbenoodigdheden en goederen van bemanning en passagiers zullen, wanneer zij volgens het sanitair gezag van de haven als besmet beschouwd moeten worden, ontsmet worden, evenals het schip of slechts het besmette gedeelte van het schip.

De verdachte schepen zijn aan de volgende maatregelen onderworpen:

1°. Geneeskundig onderzoek.

2°. Ontsmetting: het vuile linnen, de lijfsbenoodigdheden en goederen van de bemanning en der passagiers, die volgens het plaatselijk sanitair gezag als besmet moeten beschouwd worden, zullen worden ontsmet.

3°. Loozing van het ruimwater na ontsmetting, en vervanging van het aan boord in voorraad zijnde drinkwater door goed drinkwater.

Het verdient aanbeveling om de bemanning en de passagiers te onderwerpen aan een waarneming van 5 dagen, te rekenen van den dag af waarop het schip de haven van vertrek heeft verlaten.

Evenzeer is het aanbevelenswaardig het aan land gaan der bemanning behalve om redenen van dienst te beletten.

De *onbesmette* schepen zullen onmiddellijk tot het vrije verkeer worden toegelaten, onverschillig hoe hun pas luidt.

De eenige behandeling, die de overheid van de haven van aankomst ten hunne opzichte kan voorschrijven, bestaat in de maatregelen, toepasselijk op verdachte schepen (geneeskundig onderzoek, ontsmetting, loozing van het ruimwater en vervanging van het aan boord in voorraad zijnde door goed drinkwater).

Het verdient aanbeveling om passagiers en bemanning gedurende 5 dagen onder toezicht te houden van den dag af dat het schip uit de besmette haven is vertrokken.

Eveneens is het aanbevelenswaardig om het aan land gaan der bemanning anders dan om redenen van dienst te beletten.

Het bevoegd gezag in de haven van aankomst zal steeds een certificaat kunnen eischen, ten bewijze dat er in de haven van vertrek geen cholera aan boord van het schip was.

Het bevoegd gezag van de haven zal bij de toepassing van deze maatregelen rekening houden met de aanwezigheid van een geneesheer en een ontsmettingsinrichting (oven) aan boord van de schepen der drie bovengenoemde categoriën.

Bijzondere maatregelen kunnen worden voorgeschreven ten opzichte van overladen schepen, bepaaldelijk van pelgrims- of andere schepen, die in slechte hygiënische omstandigheden verkeeren.

De koopmansgoederen, die over zee worden aangebracht, kunnen, wat aangaat ontsmetting, verbod van in- en doorvoer en quarantaine, op geene andere wijze behandeld worden dan die, welke over land zijn vervoerd. (Zie bijlage der Conventie van Dresden, Titel IV.)

Indien een schip zich niet wenscht te onderwerpen aan de

door de havenoverheid voorgeschreven verplichtingen, mag het weder zee kiezen.

Het zal verlof kunnen bekomen om zijn koopmansgoederen aan land te brengen, nadat de noodige voorzorgsmaatregelen genomen zullen zijn, te weten:

1°. Afzondering van schip, bemanning en reizigers;

2°. Loozing van het ruimwater na ontsmetting;

3°. Vervanging van het aan boord in voorraad zijnde water door goed drinkwater.

Het zal eveneens verlof kunnen bekomen om de reizigers die daartoe het verzoek mochten doen, te ontschepen, op voorwaarde dat deze zich onderwerpen aan de door de plaatselijke overheid voorgeschreven maatregelen.

II. *Op te richten sanitaire posten.*

1. Te Fao of in de nabijheid van dit punt; een groot ziekenhuis op het vaste land met een volledigen gezondheidsdienst, die tevens het bestuur heeft over de na te noemen sanitaire posten in de Perzische golf.
2. Een klein ziekenhuis op een der twee bij Bassorah gelegen Turksche eilandjes Sélahiyé of Yilaniyé om toezicht te houden op de personen, die aan het onderzoek te Fao mochten ontsnapt zijn.
3. Handhaven van den sanitairen post, die thans te Bassorah bestaat.
4. Oprichting van een sanitairen post in de baai van Koveit.
5. Sanitaire post te Menama, de hoofdstad der Bahreineilanden.
6. Sanitaire post te Bender-Abbas.
7. Sanitaire post te Bender-Bouchir.
8. Sanitaire post te Mohammerah.
9. Sanitaire post in de haven van Gwadar (Beloudchistan).
10. Sanitaire post in de haven van Mascate (op de kust van Oman).

BIJLAGE IV.

TOEZICHT EN UITVOERING.

I. Het toepassen van en toezicht houden op de door deze overeenkomst vastgestelde maatregelen betreffende de bedevaarten is binnen de grenzen der bevoegdheid van den oppersten Gezondheidsraad te Constantinopel opgedragen aan een Commissie uit dien Raad. Die commissie is samengesteld uit drie der vertegenwoordigers van Turkije in dien

Raad en de vertegenwoordigers der mogendheden, die tot de sanitaire conventies van Venetië, Dresden en Parijs zijn toegetreden of zullen toetreden. Met het voorzitterschap dier commissie is een der Turksche leden belast. Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

2. Ter verzekering der noodzakelijke voorwaarden voor de goede werking der verschillende in deze overeenkomst genoemde sanitaire inrichtingen, zal een corps worden ingesteld van gediplomeerde en bekwame geneesheeren, van goed geoefende ontsmetters en werktuigkundigen en van sanitaire suppoosten, gekozen uit personen die als officier of onderofficier in militairen dienst geweest zijn.

3. Wat de, uit het, door deze Conventie vastgestelde systeem voortspruitende kosten betreft, zoo bestaat er reden om het tegenwoordig stelsel van verdeeling der kosten tusschen de Turksche regeering en den oppersten Gezondheidsraad te Constantinopel, welk stelsel is aangenomen ingevolge overeenkomst tusschen de Turksche regeering en de in dien Raad vertegenwoordigde Mogendheden, te handhaven.

4. De sanitaire overheid van de Turksche haven van oponthoud of aankomst, die een overtreding constateert, maakt daarvan proces-verbaal op, waarop de kapitein zijn aanmerkingen kan stellen.

Een gewaarmerkt afschrift van dat proces-verbaal wordt in de haven van oponthoud of aankomst ter hand gesteld aan de consulaire overheid van het land, welks vlag het schip voert. Deze neemt het bedrag van de boete in bewaring. Bij ontstentenis van een consul doet dit de sanitaire overheid. De boete vervalt eerst definitief aan den oppersten gezondheidsraad te Constantinopel als de in het volgende artikel bedoelde consulaire commissie haar geldig zal hebben verklaard.

Een tweede gewaarmerkt afschrift van het proces-verbaal zal door de sanitaire overheid, die de overtreding heeft geconstateerd, moeten gezonden worden aan den voorzitter van den Gezondheidsraad te Constantinopel die dat stuk aan de consulaire commissie zal mededeelen.

De sanitaire of consulaire overheid zal van de overtreding en de inbewaargeving der boete op den pas aanteekening doen.

5. Te Constantinopel wordt eene consulaire commissie ingesteld om uitspraak te doen over tegenstrijdige verklaringen van den agent van den gezondheidsdienst en van den beschuldigden gezagvoerder.

Zij zal telken jare door het consulaire corps worden benoemd.

De administratie van den gezondheidsdienst kan vertegenwoordigd worden door een agent, die de taak van openbaar ministerie waarneemt.

De consul van den betrokken staat zal steeds worden opgeroepen. Hij heeft het recht om mede te stemmen.

6. De opbrengst der sanitaire rechten en boeten kan in geen geval voor andere doeleinden worden gebruikt van voor die welke tot den werkkring der sanitaire kaden behooren.

———o———

VERKLARING.

Daar de Regeeringen, welke de internationale sanitaire Overeenkomst, den derden April 1894 te Parijs gesloten, hebben onderteekend, het nuttig hebben geacht vóór de uitwisseling der akten van bekrachtiging zekere wijzigingen in de diplomatieke akte dier overeenkomst aan te brengen, zijn de ondergeteekenden, te dien einde behoorlijk gevolmachtigd, omtrent de volgende bepalingen overeengekomen.

I. Alinea 5 van afdeeling A der eerste bijlage van de Overeenkomst zal aldus luiden:

5. "Indien de plaatselijke omstandigheden het veroorloven, zijn de pelgrims verplicht aan te toonen dat zij de strikt noodige middelen bezitten voor het volbrengen der pelgrimsreis heen en terug en voor het verblijf op de Heilige Plaatsen."

II. Artikel 13 van het in afdeeling B derzelfde eerste bijlage vervatte reglement zal door het volgende artikel vervangen worden:

"Art. 13. Het schip moet de pelgrims in het tusschendek kunnen bergen.

"Op het schip moet voor ieder persoon (de bemanning niet inbegrepen), van welken leeftijd ook, een oppervlakte beschikbaar zijn van ten minste 150 vierkante decimeter met een tusschendekshoogte van ten minste 1.80 meter.

"De schepen, die de kustvaart uitoefenen, moeten voor iederen pelgrim eene ruimte beschikbaar hebben van ten minste twee meter breedte langs de boorden van het schip."

III. De onderteekend hebbende Regeeringen stemmen er in toe dat de akten van bekrachtiging van Hare Britsche Majesteit bijlage III der Overeenkomst niet inhouden. Derhalve zullen de bepalingen dier bijlage niet toegepast worden op de oorlogs- of koopvaardijschepen van Groot-Brittannië en Ierland en van Engelsch-Indië.

IV. Deze Verklaring, welke een bijlage zal uitmaken van de internationale Sanitaire Overeenkomst van Parijs van 3 April 1894, zal in de akten van bekrachtiging der Hooge Contracteerende Partijen begrepen worden en wordt in de plaats gesteld van de reserves, opgenomen in het proces-verbaal van onderteekening der Overeenkomst gedagteekend 3 April 1894.

Ter oorkonde waarvan de onderteekenaars, behoorlijk hiertoe gevolmachtigd, deze Verklaring hebben opgemaakt en van hun zegel voorzien.

Gedaan in dertien exemplaren te Parijs den 30sten October 1897.

Voor Nederland,
(*L. S.*) A. DE STUERS.

Voor Duitschland,
(*L. S.*) MUNSTER.

Voor Oostenrijk-Hongarije,
de Ambassadeur van
Oostenrijk-Hongarije,
(*L. S.*) A. WOLKENSTEIN.

Voor België,
(*L. S.*) Bon. D'ANETHAN.

Voor Denemarken,
(*L. S.*) J. HEGERMANN-LINDENCRONE.

Voor Spanje,
(*L. S.*) Hertog DE MANDAS.

Voor de Fransche Republiek,
(*L. S.*) HANOTAUX.

Voor Groot-Brittannië,
(*L. S.*) MARTIN GOSSELIN.

Voor Griekenland,
(*L. S.*) C. A. CRIÉSIS.

Voor Italië,
(*L. S.*) G. TORNIELLI.

Voor Perzië,
(*L. S.*) NAZARE AGA.

Voor Portugal,
(*L. S.*) ANTONIO MARIA BARTTEOLOMEA FERREIRA.

Voor Rusland,
(*L. S.*) MOHRENHEIM.